

**Les changements proposés à l'évaluation environnementale et socioéconomique au Yukon constituent une menace à l'environnement et créent une incertitude qui nuira à l'économie du Yukon, affirment les Premières nations du Yukon**

**Les Premières nations du Yukon sont unanimes dans leur appel à des modifications au projet de loi S-6 en vue d'empêcher l'ingérence politique**

**Le 3 décembre 2014 (Ottawa, Ontario)** – Le gouvernement Harper bouleverse un équilibre délicat entre le développement et la protection de l'environnement par le biais des amendements dramatiques qu'il propose à la *Loi sur l'évaluation environnementale et socioéconomique au Yukon* (LEESY), affirment les Premières nations du Yukon. Les 14 Premières nations du Yukon et le Conseil des Premières nations du Yukon n'ont été convoqués à Ottawa cette semaine que pour recevoir une cinglante rebuffade du ministre des Affaires autochtones et du Développement du Nord canadien, Bernard Valcourt.

« Le ministre nous a fermé la porte en nous disant que nous n'étions pas « de véritables gouvernements » et qu'il n'avait donc pas besoin de faire de nous des participants actifs pour modifier une législation qui découle de nos traités », a déclaré le chef de la Première nation Little Salmon Carmacks, Eric Fairclough. « Cela va à l'encontre de décisions judiciaires récentes qui ont confirmé l'obligation de consulter les Premières nations. C'est une insulte et un signal transmis aux Premières nations de partout indiquant que nos opinions ne comptent pas. »

Les Premières nations du Yukon et le Conseil des Premières nations du Yukon ont été convoqués à Ottawa alors que le gouvernement Harper a déposé le projet de loi S-6 à la Chambre des communes avec des amendements qui affaibliraient la législation sur l'évaluation environnementale et socioéconomique du Yukon et laisserait le processus ouvert à l'ingérence politique du gouvernement fédéral.

« Bien franchement, nous sommes préoccupés du fait que des projets complexes seront précipités dans le processus d'approbation sans évaluation appropriée si ces modifications devaient être adoptées », explique la grande chef du Conseil des Premières nations du Yukon, Ruth Massie. « Ces modifications menacent l'environnement du Yukon et créent de l'incertitude par rapport aux emplois et aux investissements, ce qui aura pour effet de mettre l'économie du Yukon en danger. »

L'une des plus grandes mines jamais proposées au Canada est actuellement en processus d'évaluation environnementale au Yukon. Nous devons être certains que les projets de cette envergure reçoivent des évaluations approfondies et indépendantes.

Les Premières nations du Yukon ont le soutien d'au moins deux sociétés minières opérant au Yukon qui ont transmis des lettres au ministre Valcourt l'avisant que des réformes

réglementaires effectuées sans véritable consultation créeront des tensions et de l'incertitude, et pressant le gouvernement de trouver une solution.

« Une stratégie pour le développement du Nord doit être plus étoffée que de simples séances de photos de l'expédition de Franklin », a déclaré le chef Fairclough. « Nous exhortons le ministre et le gouvernement Harper à trouver une solution qui respecte l'esprit et l'intention de la LEESY. »

-30-

**Pour plus d'information :**

Ottawa :

Mike Murphy : (613) 301-7247

Yukon :

Line Gagnon, Conseil des Premières nations du Yukon

(867) 336-2468

